



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

« On bosse ici, on vit ici, on reste ici ! »

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Octobre 2009

Une nouvelle vague de grèves de travailleurs sans papiers a débuté le 12 octobre. Plus nombreux qu'en avril 2008, les grévistes sont déterminés à obtenir des régularisations pour tous. Pour cela, la solidarité de tous les travailleurs est nécessaire.

**« Hier colonisés, aujourd'hui exploités,
demain régularisés »**

Tel est le mot d'ordre des milliers de travailleurs sans papiers qui s'engagent dans la nouvelle vague de grève. Depuis le 12 octobre, le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur : de 1 000 grévistes le premier jour à 4 000 aujourd'hui.

En quelques jours, ce sont plus de 700 travailleurs « isolés », salariés d'agences d'intérim sans scrupules, qui ont envahi les agences Synergie et Adecco à Paris, plus de 400 occupent la chambre patronale de la restauration, 380 la fédération nationale du BTP. Plus de 40 entreprises sont occupées. Sur les piquets de grève mis en place pour accueillir les travailleurs isolés, on voit arriver des représentants de tous les métiers : boucher, boulanger, jardinier... À Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), les sans-papiers ont occupé un centre des impôts pour dénoncer la complicité de l'État qui encaisse les impôts, les cotisations sociales sans que les travailleurs sans papiers puissent avoir accès aux droits de base de tout citoyen. C'est de fait le plus grand mouvement de précaires jamais organisé en France.

Les travailleurs sans papiers font éclater au grand jour les conditions de travail indignes et l'exploitation que subissent plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils mettent en évidence la manière dont le capitalisme utilise les pires formes de précarité pour un profit maximum. Ils sont au cœur du système, employés par de grosses

entreprises privées et publiques, affectés à la rénovation du métro parisien ou à la construction du tramway, dans des conditions dignes du XIXe siècle. Dans le gardiennage, sur 150 000 salariés, 15 000 n'ont pas de papiers.

Ce mouvement exemplaire illustre parfaitement les contradictions du capitalisme. Pour maintenir ses profits, ce système a depuis des années entamé une politique d'externalisation et de précarisation de la main-d'œuvre.

Cette logique est poussée à l'extrême avec les sans-papiers. Ils subissent, en outre, une pression étatique et policière grandissante avec la construction de l'Europe forteresse, une Europe raciste, qui prône la libre circulation des capitaux et laisse mourir des milliers

de personnes chaque année en Méditerranée.

« Mêmes patrons, même combat ! »

Les travailleurs en grève et leurs soutiens s'opposent à la politique du gouvernement sur l'immigration, au traitement de leur situation au cas par cas, à la tête du client et selon la préfecture concernée. Seule une régularisation globale peut mettre fin à cette sur-exploitation. Pour cela, les travailleurs sans papiers ne pourront pas gagner seuls. Ils ont besoin du soutien le plus large.

Il est possible de remporter des victoires et des régularisations. Cette vague de grève doit permettre une prise de conscience large que l'immigration n'est pas un problème. La gauche doit se rassembler aux côtés des sans-papiers pour enfin s'opposer à la politique raciste du gouvernement et reprendre à son compte le vieux slogan du mouvement ouvrier *« travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat ! »*

Le 27 octobre 2009.



REFUSONS LA FERMETURE DE NPC AUTOLIV À CAUDEBEC ! TOUS AUX CÔTÉS DES SALARIÉ(E)S DE NPC !

2008-2009 : une mise à mort programmée ! De 2008 à 2009, l'usine NPC de Caudebec les Elbeuf a perdu une centaine d'emplois et les investissements nécessaires à son avenir n'ont pas été faits. Elle est mise en redressement judiciaire. Les salarié(e)s mènent une longue lutte et Autoliv finit par racheter l'usine pour un prix symbolique, mais à condition de pouvoir licencier 120 personnes.

Moins d'un an après avoir racheté l'usine de Caudebec, le groupe Autoliv prépare maintenant sa liquidation pure et simple. Alors que Renault Cléon et Sandouville sont confrontés au chômage partiel, les équipementiers du département continuent de vivre restructurations, délocalisations et licenciements. Le sort actuel de NPC en est l'illustration.

Renault (et PSA), en tant que donneurs d'ordres, sont les premiers responsables de cette casse de l'emploi.

Le groupe Autoliv est une multinationale de 40 000 salarié(e)s, comprenant 80 sociétés implantées dans 30 pays. **Qui pourra nous faire croire que supprimer 140 emplois à Caudebec est indispensable à la survie de ce groupe ?**

Parce que la loi l'y oblige, Autoliv va proposer un semblant de plan de reclassement... **Mais dans une agglo déjà sinistrée, combien retrouveront un emploi ?**

Alors, tous ensemble, syndicats, organisations, associations, élu(e)s, **préparons la mobilisation, mobilisons nous pour empêcher cette fermeture, pour interdire à Autoliv de licencier, en maintenant l'activité sur l'usine de Caudebec !**

APRÈS LA MANIFESTATION PARISIENNE DU 22 OCTOBRE PRÉPARER UNE LUTTE D'ENSEMBLE POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

30 000 manifestants venus des quatre coins du pays, de centaines d'entreprises où les salariés sont confrontés à des plans de fermetures,

de restructurations, de licenciements ou de suppressions de postes, s'étaient donnés rendez-vous à Paris le 22 octobre. Officiellement, la manifestation appelée par la CGT et rejointe par Solidaires (SUD) avait pour mot d'ordre « *pour le développement industriel et de l'emploi* », un objectif pour le moins flou (car qui pourrait être contre ?) auquel les militants de la CGT et les salariés en lutte ont donné un contenu clair avec des cortèges et des banderoles qui revendiquaient « *l'interdiction des licenciements* ». A l'heure où le patronat vide les entreprises pour maintenir et doper ses profits, c'est la voie à suivre !



LES CHARTERS DE LA HONTE

Eric Besson, ministre de l'immigration, estime que la politique d'immigration de la France est « *juste et pleine d'humanité* ». Pour l'illustrer, il est passé aux travaux pratiques en expulsant, de nuit, et en catimini, trois afghans dans un charter venant de Londres, la semaine dernière. Pour mesurer l'ignominie de cet acte, il faut rappeler les conseils que le ministère des affaires étrangères prodigue aux voyageurs sur son site Internet : « *plus que jamais, il est impérativement demandé de différer tout projet de voyage en Afghanistan* ».

Ces expulsions sont d'autant plus révoltantes que les centaines de réfugiés afghans sans papiers qui errent toujours dans la région après le démantèlement de la « jungle » de Calais ont fuit leur pays ravagé par la guerre, une guerre alimentée par l'intervention de l'armée américaine et française.

La mobilisation unitaire doit se poursuivre pour empêcher le ministre de l'immigration de procéder à de nouvelles expulsions, au moment où il veut lancer un nouvel écran de fumée pour faire oublier le chômage et la question sociale, en organisant un débat autour d'une prétendue « identité nationale ». L'extrême droite s'en frotte d'avance les mains...

CHÔMAGE : PAS DE RÉPIT POUR L'OFFENSIVE CAPITALISTE

Depuis mars dernier, le CAC 40 a augmenté de 55 %. Les profits des banques sont plus élevés qu'avant la crise et les bonus distribués aux traders sont exorbitants. Même les entreprises retrouvent la rentabilité de 2007, la plus forte depuis les années 1970.

Mais en septembre, le chômage a encore augmenté : 21 600 chômeurs de plus en ne comptant que les chômeurs ne travaillant pas du tout, 44 900 chômeurs de plus en comptant ceux qui exercent une activité réduite. Depuis 12 mois, le chômage a progressé de 25 %. Et l'organisme de conjoncture OFCE table sur un taux de chômage de 10,6 %, fin 2010, contre 7,8 %, fin 2008. Dans cet état de catastrophe pas du tout naturelle, il n'y a guère que notre ministre de l'économie - Christine Lagarde - pour estimer que « *la dégradation de l'emploi a ralenti significativement depuis le début de l'année, en particulier pour les jeunes* ».

Une fois de plus, le capitalisme fait la démonstration éclatante que les profits d'aujourd'hui ne garantissent pas les emplois de demain et qu'il n'y aura pas d'abolition du chômage et de plein emploi sans remettre en cause ce système.

CONTRE LA PRIVATISATION DE LA POSTE, UNE MANIFESTATION NATIONALE S'IMPOSE

Le NPA se joint au « *Comité elbeuvien contre la privatisation de la poste* » pour appeler toute la population à se rassembler Samedi 31 octobre, à partir de 10 heures, devant les bureaux de poste de l'agglomération.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>